

Dire et écrire la sécurité : le dilemme normatif des études de sécurité

Jef Huysmans

On constate depuis quelques années, en Europe de l'Ouest et ailleurs, un retour du discours sur la sécurité dans le domaine des affaires sociétales et intérieures [1]. Les références multiples, dans les débats politiques et académiques, à une nouvelle construction sécuritaire qui relie terrorisme, drogue, immigration et droit d'asile, ont généré une nouvelle problématique dans les études de sécurité [2]. On s'est penché sur le processus qui a amené des questions d'identité culturelle, ethnique et d'ordre public, traditionnellement perçues comme des problèmes intérieurs, à pénétrer le domaine de la sécurité internationale ou transnationale. Comment ce continuum de sécurité [3], créant une interaction entre drogue, terrorisme, migration et Marché unique s'est-il construit ? Quelles sont les conséquences de l'approche des questions d'identité dans une perspective de sécurité pour la définition de l'Etat et la réarticulation de l'ordre européen après la Guerre froide ? Même si ce débat est stimulant d'un point de vue théorique ou académique, des chercheurs, spécialistes de la question, laissent transparaître une certaine inquiétude, voire un malaise concernant leur sujet. Ainsi, Ole Waever, Barry Buzan, Morten Kelstrup, et Pierre Lemaitre écrivent-ils en conclusion de leur ouvrage sur la notion de sécurité sociétale : " La sécurité sociétale ne peut éviter le risque de légitimer une politique de sécurité privée (non-étatique). Accepter le fait que d'autres voix parlent au nom de la société impliquera toujours une délégitimation de l'Etat qui "devrait" être le protecteur de la société. Ce fait devient un problème dès lors que quiconque tente de parler en son nom. La proximité avec l'idéologie fasciste est troublante : devrait-on alors déconseiller la mise en œuvre d'une problématique de la sécurité sociétale ? Ne courons-nous pas le risque de légitimer avec ce concept des réactions nationalistes et xénophobes contre l'étranger ou contre l'intégration ? Nous défendons quant à nous notre terme de sécurité sociétale ! Ce peut être un risque, mais il nous semble que c'est un risque que nous devons courir. Ce danger doit s'effacer devant la nécessité d'utiliser le concept de sécurité sociétale pour tenter de comprendre le phénomène qui est en cours... " [4]. La réflexion de Monica den Boer sur l'idéologie du " déficit de sécurité intérieure " exprime le même désarroi, quoique avec de légères différences, quand elle écrit sur la sécurité intérieure : " La question est de savoir si la

sécurité intérieure de l'Europe est en jeu du fait d'une immigration qui profiterait de l'ouverture de l'Europe ? En ce qui concerne le crime et l'immigration clandestine, l'idéologie du "déficit de sécurité intérieure" ignore le manque de preuves substantielles sur l'inefficacité des contrôles aux frontières et inocule dans l'opinion publique la croyance que le crime international et l'immigration illégale sont des phénomènes nouveaux que renforcent l'abolition des contrôles aux frontières intérieures. ". Maints auteurs semblent éprouver, comme Ole Waever et Monica den Boer, une certaine incertitude quant au statut dans leurs écrits des faits sociétaux. Néanmoins, la question ne se pose pas de la même manière pour tous. Certains objecteront simplement qu'il n'y a pas de raison évidente pour réguler les migrations dans une perspective de sécurité. Et cela résout leur problème. Leur contribution consiste à mettre en évidence qu'une mauvaise perception des agents est à l'œuvre et que l'on doit y remédier. Mais, un autre groupe d'auteurs, ceux que je nomme constructivistes, ne peut échapper à la difficulté d'une manière aussi simple. Ils partagent avec les précédents l'idée que la transformation de l'immigration en un problème de sécurité est (partiellement) lié à la définition même des termes sécurité et immigration. La sécurité est ce que ses agents en font. Mais, au lieu de faire dépendre cet acte de définition des seuls processus cognitifs d'un agent ayant une perception correcte ou incorrecte de la menace, ils analysent la sécurité comme un problème construit socialement. Les questions de sécurité, comme le continuum de sécurité intérieure, résultent d'un travail de mobilisation au sein duquel les pratiques agissent les unes sur les autres, créant ainsi un effet que nous appelons un problème de sécurité. Cet effet est structurel et se situe donc au-delà des intentions des agents et de l'auto-contrôle de leurs pratiques de définition. Ainsi, définir l'immigration comme problème de sécurité n'est pas un acte naturel dérivant d'une observation des phénomènes en cause. L'immigration ne surgit pas ex nihilo comme une nouvelle menace à laquelle répondrait une politique de sécurité qui tenterait de modérer ou d'éliminer le danger. La mutation des questions d'immigration en une question de sécurité induit la mobilisation d'institutions particulières comme la police, une forme particulière de savoir - le savoir sécuritaire - et des croyances spécifiques sur les possibilités de relations sociales non conflictuelles des divers groupes de la société. Cette analyse nous engage dans une compréhension intersubjective, plutôt que subjective, de la sécurité. Le centre n'en est pas l'histoire ou la conscience de l'individu, mais l'interaction entre différentes actions articulant un savoir sécuritaire et mobilisant des attentes de sécurité inscrites dans un contexte déjà institutionnalisé [5] . Selon cette interprétation, dire et écrire la sécurité n'est jamais un acte

innocent. Il y a toujours le risque d'offrir une fenêtre d'opportunité à une " mobilisation fasciste " ou à une " idéologie du déficit de sécurité intérieure ". Ce " risque " est d'autant plus grand dans les études de sécurité que l'analyse de la sécurité est généralement pratiquée dans des contextes fortement politisés. Aussi, la plupart du temps, les écrits sur la sécurité participent d'un champ politique où les questions sociales sont déjà évoquées en termes de crises, de menaces et de dangers. En outre, comme beaucoup de chercheurs en sciences sociales, les analystes de la sécurité sont engagés dans des projets pratiques et politiques forts, qu'ils définissent comme " un savoir relevant d'une aide à la décision politique ou d'une praxis " [6] . Les auteurs constructivistes sont donc confrontés à un dilemme normatif qui est inscrit au cœur de leur projet de recherche. Ils sont sensibles, au fait qu'en " parlant " de l'immigration comme d'un problème de sécurité, ils peuvent contribuer à sa sécurisation [7] . D'autre part, ils sont conscients qu'éviter de s'interroger sur le statut de l'immigration dans une perspective de sécurité constitue une insuffisance méthodologique. Ils peuvent certes souligner comment la recherche criminologique établit une relation entre crime et immigration [8] , mais par exemple, en recherchant la corrélation entre l'immigration turque et le marché de l'héroïne, on établit un lien discursif qui est indépendant de la confirmation de la corrélation. Le lien discursif est ainsi établi dans la structure propre de la recherche. Réfuter la corrélation n'empêche pas de légitimer la pertinence qu'il y a à poser cette corrélation. Dès le départ, se trouve alors incorporé un postulat politique, qui voudrait qu'un groupe particulier d'étrangers puisse entretenir une relation singulière avec une forme spécifique de crime. Cette observation en elle-même ne constitue pas pour autant un dilemme. Elle ne le devient qu'au moment où les auteurs constructivistes s'aperçoivent qu'elle forme une " auto-référence " dans leur recherche. Même s'ils dénie les statistiques sur les corrélations crime et migration, en les jugeant non fondées, leurs recherches participent d'un savoir sécuritaire qui pourrait être assimilé à une sécurisation. Donc, lorsqu'un chercheur évalue négativement la sécurisation de l'immigration, se pose alors pour lui, la question de savoir comment parler ou écrire sur la sécurisation de l'immigration, sans pour autant contribuer à produire une plus grande sécurisation. C'est ici que se situe le dilemme normatif : comment écrire ou dire la sécurité quand un savoir sécuritaire risque de produire ce que l'on cherche à éviter, et ce que d'aucuns critiquent : la sécurisation de l'immigration, des drogues, etc. [9]

Dans cet article, j'utilise la notion de dilemme normatif comme un point de départ dans l'analyse des projets constructivistes en matière

d'études de sécurité. Récemment, Peter Katzenstein a publié un ouvrage, *The Culture of National Security*, qui formule un projet de recherche constructiviste mettant l'accent sur le travail causal des normes et sur l'importance des questions d'identité dans les politiques de sécurité [10]. Mais curieusement, il n'y a pas abordé la signification du langage dans les relations sociales. Du coup, son schéma théorique peut être lu comme une sorte de sociologie institutionnelle traditionnelle qui ignorerait la signification du tournant linguistique dans la théorie sociologique. Le constructivisme sociologique que nous formulons dans cet article diffère en cela de celui de Katzenstein en ce qu'il met au cœur de la problématique la signification sociale du langage. Sa réflexivité est un avantage indéniable même si c'est celle-ci qui rend conscient du dilemme normatif, en ce qu'elle introduit une réflexion sur la performativité et les capacités génériques du langage dans certaines situations. En se concentrant sur la signification sociale du langage, la base théorique d'une approche constructiviste s'écarte d'une sociologie positiviste des normes et des rôles. Elle réintroduit le constructivisme dans l'étude des relations internationales, et permet à ces dernières d'être plus en liaison avec les développements majeurs des théories sociologiques de ces vingt dernières années. Dans la section suivante, je vais montrer brièvement comment le dilemme et ce constructivisme sociologique sont fondés sur une compréhension particulière du langage. Dans les autres sections, j'identifierai les différents projets constructivistes, sur la base de leur approche spécifique du dilemme normatif. Enfin, je montrerai que la manière dont ils introduisent ou non une interprétation générique et performative du langage définit les caractères clés de ces projets de recherche.

La dimension construite des modalités d'énonciation de la sécurité Le dilemme normatif ne surgit pas du néant. Il est le résultat direct de l'interprétation de la sécurité comme une construction sociale. J'estime à ce titre, que le sens spécifique du dilemme normatif est relié à la conceptualisation de la sécurité comme " effet de mobilisation ". Même si ce processus ne peut se réduire à une simple opération linguistique, cette mobilisation sociale des attentes de sécurité repose largement sur l'usage d'un langage sécuritaire. Bien sûr, elle dépend aussi du fait que les agences de police et les militaires produisent un savoir sécuritaire, que les médias articulent des dangers, que les mouvements sociaux débattent sur la réalité de la menace et les différentes possibilités de la contrer. Mais l'utilisation du langage sécuritaire est cruciale, car il possède une capacité intégrative. Il permet d'établir une interconnexion entre des faits séparés, comme les migrations, le terrorisme, le fondamentalisme islamique, la drogue, le

Marché unique européen, et de les globaliser en un ensemble signifiant, auquel je me référerai ici comme à un champ de la sécurité. Ainsi, le langage opère comme un médiateur qui relie des pratiques sociales diverses au sein d'un schéma de communication institutionnalisé. Le langage n'est plus ici le simple outil descriptif d'une réalité qui lui serait extérieure, mais une force déterminante, intégrant les relations sociales. La dimension construite des modalités d'énonciation de la sécurité se révèle uniquement si l'on abandonne une vision représentationnelle du langage pour une vision performative et une compréhension générique de ce dernier. Dire cela, c'est insister sur le fait qu'une approche constructiviste s'écarte de l'idée que les modalités d'énonciation ne seraient que la représentation d'une réalité extra discursive. Par exemple, lorsque l'on dit : " les drogues sont un problème de sécurité majeur dans nos villes ", ce n'est pas la simple formulation d'une observation, comme dans l'expression " une pomme tombe d'un arbre ". La phrase change la signification sociale de la drogue et lui confère une force performative. " La sécurité n'a pas d'intérêt en tant que signe qui se référerait à une réalité plus forte ; c'est l'expression elle-même qui est l'acte. Dans l'énonciation, quelque chose se réalise [11] . " Comme dans le cas d'une promesse " l'énonciation d'un problème de sécurité naît directement de l'écriture ou du discours oral. C'est l'expression " sécurité " qui introduit, en dernier ressort, la question posée dans un domaine évoqué en public, comme un problème de sécurité [12] . Si l'énonciation de la sécurité introduit une différence, quelle est la nature de cette différence ? Quelle est la qualité de sécurité qu'une sécurisation réussie investit dans un contexte précis ? Qu'est-ce qui change quand les migrations sont évoquées du point de vue de la sécurité ? Ici, nous abordons le second élément clé de l'approche constructiviste : l'interprétation générique du langage. Une interprétation du langage est générique quand elle explique les modalités d'énonciation du point de vue de leur production [13] . Elle ne répond pas à la question du sens de la sécurité par une définition qui serait la formulation de " l'essence " de la sécurité, telle que dans la formule " la sécurité est une libération de la menace ", mais en interprétant une constellation de règles qui définissent les énoncés comme des énoncés de sécurité. Comme Michel Foucault l'a établi : " on découvre ainsi non pas une configuration ou une forme, mais un ensemble de règles qui sont immanentes à une pratique et la définissent dans sa spécificité " [14]. Ainsi, l'organisation spécifique des énoncés en fait des énoncés de sécurité. Dans cette perspective générique, la sécurisation nécessite les éléments suivants. Elle requiert des pratiques d'énonciation de la sécurité qui mobilisent un savoir sécuritaire dans un environnement politique particulier. Si ces pratiques réussissent, elles articulent une

configuration qui intègre les définitions du problème, les processus institutionnels et les attentes sous un " parapluie sécuritaire ". Alors, elles constituent un champ de la sécurité, c'est-à-dire un champ des pratiques de la sécurité qui est conceptualisé à l'écart des autres champs de pratiques, comme les champs économique ou culturel. Dans une précédente recherche, j'ai montré comment, après 1989, les développements intervenus au sein de la CSCE (Conference for Security and Cooperation in Europe) ont articulé le bouleversement des champs de la sécurité en Europe. La fin du Rideau de Fer a vu l'apparition d'un champ de la sécurité ethnique qui a battu en brèche, avec succès, le quasi-monopole et la domination du champ de la sécurité militaire [15] . Pour la CSCE, la sécurisation nécessite aussi une constellation de règles qui intègre des pratiques hétérogènes au sein d'un champ de la sécurité. Elle gère la coexistence d'énoncés hétérogènes et dispersés. On pourrait la baptiser grammaire de la sécurité, mais j'utiliserai plus volontiers le concept foucauldien de " formation ". Un champ de sécurité est une manifestation concrète et spécifique des règles de définition des pratiques de la sécurité [16] . La notion de formation de sécurité insiste, elle, sur la formation discursive et les actes de langage qui définissent la spécificité des pratiques de la sécurité. Les règles de la formation de sécurité relient ensemble des thèmes, des théories et des pratiques d'origine différente en thèmes, théories et pratiques de la sécurité. La formation n'est pas forcément l'énonciation du terme de la sécurité mais rend son apparition possible. Elle n'est pas non plus un instrument transparent, manipulé par des individus pour transformer des phénomènes, qui existent déjà " en dehors, quelque part ", en questions de sécurité. C'est une opération qui se passe sur un autre plan : celui du registre constitutif ou générique où les questions de sécurité adviennent à l'existence. Ole Waever a défini brièvement certains des aspects majeurs de cette formation de la sécurité dominante en Europe occidentale. Il a montré que la définition des règles constituant le sens de la sécurité, passait par la logique de guerre lue à travers le concept de la sécurité nationale. La sécurité nationale est alors à la fois " un débat en cours, une tradition, un ensemble de pratiques établies, et en tant que concept, elle possède un référent plutôt formalisé " [17] . Dans cette optique, un problème de sécurité remet en question la survie de l'ordre politique. Il en résulte qu'il altère les prémisses de toutes les autres questions. Ces dernières seront alors assujetties à la question primordiale de la sécurité, car, si une unité politique ne réussit pas à gérer avec succès le problème de la sécurité, elle cessera d'exister en tant qu'unité politique auto-déterminée et à ce stade, les autres questions seront sans objet. La sécurité englobe donc tout, à partir du moment où les

unités politiques sont confrontées à un test de volonté, où " la capacité à parer un défi est le critère pour forcer les autres à reconnaître leur souveraineté et leur identité d'Etats " [18] . Cette logique de sécurité nationale d'ordre militaire peut être rejouée sur un plan métaphorique et étendue à d'autres secteurs. Si tel est le cas, les autres secteurs se structureront eux aussi, selon une logique de sécurité [19] . Dans cette approche, le langage de la sécurité devient par définition normatif. Il ne s'agit pas là simplement de la dimension normative des politiques classiques de sécurité telles qu'Arnold Wolfers, dans son ouvrage classique sur la sécurité nationale, a pu les conceptualiser [20] . Il ne s'agit pas non plus de dire que la sécurité n'est qu'une valeur parmi d'autres valeurs sociales, comme la prospérité. Il s'agit d'aller plus loin dans la conscience normative en saisissant la normativité fondamentale des énoncés de sécurité. Les constructivistes n'ont donc pas que les deux questions posées par Wolfers à résoudre, celle de la valeur et du choix entre les valeurs ; ils doivent aussi décider s'ils veulent participer à la formulation discursive de la sécurité, s'ils veulent " dire ou écrire " la sécurité. Les énoncés de sécurité n'indiquent pas seulement le niveau de priorité qu'ils donnent à la sécurité et le niveau de sécurité auquel on aspire ; ils déterminent si l'on doit traiter ou non une question dans une perspective de sécurité. En résumé, le dilemme normatif auquel est confrontée cette position constructiviste repose sur la compréhension des effets de communication au sein d'une formation de règles construites socialement, qui restreignent le discours d'un auteur dans son émission et dans sa réception. L'analyste dépend lui-même du langage de la sécurité, et il doit en tenir compte lorsqu'il souhaite transformer la sécurisation d'un domaine à partir des études de sécurité. Son désir de transformation, de critique, se heurte en effet au risque d'accroître la sécurisation dans un domaine, car la formation discursive de la sécurité est à la fois la contrainte et le pouvoir qui autorise un auteur à émettre des énoncés dans un domaine sécurisé. Les auteurs les plus critiques à l'égard de sécurisations spécifiques, comme par exemple celle des flux migratoires, sont alors rattrapés par cette question : " comment interpréter les problèmes de sécurité dans un champ sociétal donné afin de réduire le risque d'accroître la sécurisation de ce champ ? " .

La stratégie oscillatoire : représentation, performativité Comment échapper à ce dilemme normatif ? Plusieurs stratégies viennent à l'esprit. La première est une stratégie de rupture critique, oscillant entre une compréhension représentationnelle et une compréhension performative du langage. L'analyse se focalise sur les effets sociaux des discours spécifiques, comme par exemple le discours des

criminologues sur l'immigration. La pointe de l'argument est que ces discours contribuent à la criminalisation de l'immigration. Mais, la critique est loin d'être épuisée par l'éclaircissement des effets discursifs de la criminologie. Dès lors, vient un moment où l'auteur retourne à une logique de représentation en arguant que l'effet discursif global - la criminalisation de l'immigration - repose en fait sur une représentation déformée de la réalité. La critique se base sur le fait que la représentation des immigrants en criminels ne correspond pas à la réalité du monde de l'immigration. Elle considère que les débats politiques sortent les faits de leur contexte et qu'on en est réduit à des généralisations abusives sur le crime et l'immigration. Cette représentation déformée crée une fausse connaissance qui opère comme une croyance subjective ou collective, ou comme une idéologie [21]. Quoique la valeur critique de cette théorie ne soit pas à rejeter entièrement, il y a néanmoins quelque chose de problématique, voire de schizophrénique, dans cette approche. Le moment analytique de la recherche se développe à travers une compréhension performative du langage, tandis que le moment critique repose sur une interprétation représentationnelle du langage. La critique se réduit à la " déformation " de la représentation au sein du discours. En d'autres termes, cette stratégie affirme jusqu'à un certain point que l'on peut remédier aux effets involontaires des discours criminologiques et de la sécurité si l'on a une représentation " vraie " des problématiques de l'immigration. " Un nouveau label pour un phénomène bien connu peut aider les décideurs politiques dans la recherche d'appuis pour de nouvelles propositions. La question devrait donc être : s'il est objectivement évalué, " le crime international établit-il une menace plus grande pour la sécurité intérieure des Etats membres de la Communauté européenne qu'il y a dix ans, ou, l'attention massive que l'on porte au phénomène lié au crime international agit-il comme un instrument dans la justification d'un nouvel investissement ? [22]. Une telle stratégie oscillatoire demeure, on s'en doute, problématique d'un point de vue constructiviste. Elle affirme que l'histoire non déformée d'un objet de recherche (par exemple la relation entre immigration et crime) est possible en soi, et qu'une histoire " sans distorsions " de la relation entre l'immigration et le crime devient alors envisageable. L'objet apparaît uniquement au sein de la formation discursive, ce qui veut dire que la formation discursive est constitutive de l'émergence sociale d'un objet. L'objet de la recherche ne peut donc être séparé des formations discursives où il devient visible et être détaché de la réalité pour être ensuite comparé à elle. Plutôt qu'une histoire ou une sémiologie de l'objet référent, une analyse constructiviste conséquente insistera sur les modalités gouvernant des formations discursives.

Le constructivisme non-structuraliste Mettre l'accent sur la production des formations discursives implique que la compréhension générique du langage soit au centre du projet de recherche. C'est pourquoi, le projet constructiviste que je vais esquisser plus loin diffère légèrement des études de sécurité et de relations internationales qui analysent la construction discursive des menaces et ses effets sur l'identité des unités politiques et l'ordre plus global au sein duquel elles fonctionnent [23] . Certains ont analysé la politique étrangère américaine pendant la seconde guerre du Golfe comme une quête d'un nouvel ennemi et la restauration d'une identité endommagée par l'effondrement de l'Union soviétique [24] . La définition de la menace et la construction de l'identité furent considérées comme mutuellement constitutives. La définition de l'ennemi fut totalement déterminée par la mobilisation pour un nouvel ordre de la paix, la démocratie et le multilatéralisme. Le diable, symbolisé par Saddam Hussein, menaçait le nouvel ordre mondial, " fondé " au moment où l'on " découvrait " ce diable. Cette recherche étudie les renversements dans les discours politiques hégémoniques, présupposant un nexus foucauldien savoir-pouvoir, où les discours gouvernent les relations sociales. Mais on ne se concentre pas sur la formation de sécurité, c'est-à-dire sur la manière dont une formation de règles structure ce que l'on peut dire légitimement dans le langage de la sécurité. On se concentre sur les bouleversements dans les champs de sécurité et sur les implications de ces bouleversements sur la mobilisation des dispositions sociales. En somme, cette recherche met entre parenthèses le niveau de la structure médiatique. Elle fait valoir comment les bouleversements dans les catégories et les agents " qui prennent " la position de l'ennemi et de l'ami modifient l'identité des unités politiques et affectent les pratiques internationales. Elle ne questionne pas la logique qui définit les positions et leurs inter-relations, mais elle décrit comment un habillage différent de la logique change la relation entre les agents qui la font fonctionner. On recherche comment les différences dans les représentations du monde ont des effets sur la politisation et l'identification des domaines politiques problématiques et sur les unités politiques les contestant. Dans cette optique de recherche, on peut étudier les changements intervenus dans la politisation de l'immigration en Europe occidentale ces dix dernières années ; comment l'intensification de l'eupéanisation des politiques migratoires se fait de concert avec l'établissement d'un lien très fort entre la question de l'immigration, la crise de l'Etat Providence et l'interprétation de l'immigration comme un problème de sécurité [25] . Un autre exemple est offert par le travail de Lene Hansen sur l'entrée en scène de la sécurisation des identités nationales en Slovénie entre 1980 et 1990 [26] . Ce type d'analyse articule une position critique qui

consiste à " dénaturiser " les discours (naturels) qui structurent l'environnement international ou interne. L'étude de Lene Hansen met en évidence la façon dont les discours nationalistes slovènes se sont développés et ont mobilisé les identités sociales dans la conduite de la crise yougoslave. Elle analyse comment les autres ou les concurrents qui n'étaient pas des ennemis " naturels " le sont devenus à partir de la construction de l'histoire, de la marginalisation sociale, opérée par les discours nationalistes. Dans cette optique, il est fondamental pour un auteur qui veut se démarquer du discours dominant, de montrer comment une construction discursive, qui, rétrospectivement, apparaît comme un développement naturel et nécessaire des faits, est en fait contingente. La qualité critique de ces analyses repose sur le postulat que les représentations du monde font une différence (force performative du langage), et qu'il n'y a pas d'arbitre neutre ou naturel d'une représentation vraie. En conséquence, pour devenir véridique, toute représentation doit asseoir son hégémonie (bien souvent en affirmant qu'elle est la seule représentation vraie, tout en déniaut aux autres leur caractère véridique), au prix de l'étouffement des représentations alternatives ; ce qui a été montré en signalant la circulation de ces options divergentes dans le conflit politique visant à la fondation d'un discours hégémonique, et en montrant la manière dont les " voix " assujetties sont réduites au silence par le discours dominant actuel.

Vers une analyse sociologique des savoirs-pouvoirs Bien que la force critique de ce positionnement ne doive pas être ignorée, la dénaturisation des champs de la sécurité n'est pas forcément le meilleur moyen d'atténuer le dilemme normatif. Certes, la recherche topographique des discours de la sécurité, mais en répétant, parfois systématiquement, une approche sécuritaire de l'immigration ou de la drogue. Poser la contingence de la politisation questionne la fondation mais ne sape pas les effets réels de cette construction contingente. Ceci met en évidence un phénomène d'ordre général qui concerne ce type d'analyses. Bien qu'elles soulignent la différence du langage et la construction des relations sociales, elles laissent de côté le concept de formation de sécurité qui pré-structure lourdement les possibilités d'un langage différent. Cela signifie que la structure gouvernante qui régule les représentations des menaces et des unités politiques n'est pas un objet de recherche explicite. En ce sens, on ne peut que reprendre à leur sujet le commentaire de Ole Waever sur le projet post-structuraliste d'Ashley : un post-structuralisme qui aurait oublié son structuralisme, d'où la possibilité de les désigner comme des constructivistes non-structuralistes [27]. Cette approche soulève un autre problème. Elle prétend qu'en indiquant la simple existence de

pratiques alternatives on porte atteinte à l'hégémonie du discours dominant. Ceci est pour le moins problématique puisque les constructions alternatives ne sont pas situées dans un espace vide ou protégé. Faire partie du jeu implique de contester, les constructions politiques de l'immigration, par exemple. Les pratiques alternatives ne sont plus alors isolées, mais engagées dans une relation avec les autres, qui peuvent être, elles, des constructions dominantes. Ceci amène à poser la question du fonctionnement actuel de " l'engagement ". Il met en jeu des relations de pouvoir, structurant et restructurant les échanges sociaux. La mise en scène de pratiques alternatives ne défie pas forcément une construction dominante. Le jeu politique est beaucoup plus complexe, comme l'interprétation par Michel Foucault de la " révolution sexuelle " - la libération de la répression sexuelle de la seconde moitié du vingtième siècle - l'a montré [28] . A propos de l'immigration, Didier Bigo, dans un commentaire sur l'approche des droits de l'homme, souligne également que des stratégies d'opposition ne constituent pas radicalement des défis pour les politisations établies : " Il est délicat d'opposer idéologie sécuritaire et droits de l'homme car parfois ces énoncés ont plus en commun que leurs auteurs voudraient l'admettre. Ils partagent souvent la même vision de ce qui est " insécure " et ne divergent que sur les "solutions"" [29]. Le point essentiel est que les discours alternatifs ne devraient pas être écartés ; leur mode de fonctionnement dans l'affrontement politique devrait être examiné : Comment les discours alternatifs sont-ils limités dans un jeu politique spécifique ? Forment-ils une partie constitutive de la maîtrise de la construction dominante ? Ces remarques critiques sur la stratégie de recherche oscillatoire et le constructivisme non-structuraliste ne cherchent nullement à dévaluer leur contribution à une recherche critique, mais à servir de clef de voûte à l'introduction d'une autre problématique qui aborde le dilemme via la théorisation de la production de la formation discursive. Théorisation signifie ici que le travail performatif du langage et sa dimension générique sont fondus dans des processus sociaux " sous-jacents " qui pourraient expliquer les voies spécifiques par lesquelles le langage de la sécurité agence les relations sociales dans les sociétés contemporaines. Il y a deux manières pour ce faire : une approche sociologique expliquant comment le travail de mobilisation est lié à un contexte institutionnel, et une approche culturelle se concentrant sur l'ordre symbolique au sein duquel le langage de sécurité est encadré. L'approche culturelle explore très explicitement les contours symboliques de la formation de sécurité, la manière dont elle représente les problèmes de sécurité. Elle contextualise la formation dans un environnement culturel plus large qui montre comment une société organise symboliquement ses

relations à la nature, à elle-même et aux autres sociétés. Une partie de mon travail a consisté à tenter d'interpréter la formation de sécurité établie dans les relations internationales comme une réponse moderne au problème de la mort. La sécurité devient une " stratégie de vie " - un concept formulé par Zygmunt Bauman [30] - qui ordonne les relations sociales en fonction de la distribution des relations de menace et de confiance, et par la formulation de mécanismes régulateurs de ces relations. La stratégie de vie est gouvernée par la peur de la mort, c'est-à-dire l'indéterminé. Dans une stratégie de sécurité, cette peur est objectivée et ainsi rendue gérable par la construction d'ennemis, qui, en dernier ressort, menacent la survie d'un moi collectif (par exemple. un Etat, l'Ouest, un ordre diplomatique, etc.) [31] . On peut aussi ranger sous cette catégorie le livre récent de Michael Dillon sur la politique et la sécurité. Il y questionne les différents sens de la sécurité en montrant comment ils sont encastrés dans les différentes compréhensions du politique [32] . Je n'ai pas l'intention ici de développer les aspects symboliques de la formation de sécurité [33] . Je voudrais plutôt introduire une compréhension sociologique du travail gouvernant la formation de sécurité qui est centré explicitement sur ses dimensions institutionnelles. Mais avant de développer mon analyse qui s'appuiera sur les interprétations de la sécurité proposées par Ole Wæver et Didier Bigo, je voudrais auparavant montrer comment la théorisation peut être un moyen de composer avec le dilemme normatif. Comme je l'ai déjà dit, la théorisation est l'explication par le chercheur du travail de structuration de la formation discursive. Il interprète le nexus savoir-pouvoir en le localisant dans ses contextes symboliques et institutionnels. La première question qui se pose est d'ordre heuristique : comment comprendre ce qui arrive ? Plutôt qu'une question critique sur l'acte d'intervention dans la sécurisation des aires sociétales, ce thème théorique se heurte au dilemme de manière traditionnelle : cela veut dire que la question de la recherche se sépare de la question du " Que doit-on faire ? ", ce qui ne veut pas dire pour autant que l'on ignore cette dernière. L'interprétation du pourquoi et du comment un problème est structuré en une question de sécurité est alors une pré-condition à la réponse à la question pratique : " Que faire ? ". Ici, notre interprétation diverge de l'analyse du discours non-structuraliste, et, par exemple, de la déconstruction " dérridienne " puisque, pour cette dernière, l'interprétation en elle-même est intervention dans le social et que dès lors la séparation entre la recherche et l'intervention pratique n'existe tout simplement pas [34]. Seulement, cette façon traditionnelle de négocier le dilemme normatif en le niant n'est qu'une facette du problème théorique. L'approche théorique affronte aussi de manière plus directe les relations sociales ; c'est-à-dire sans séparer la

question de la recherche de la question pratique. Une théorisation des relations de pouvoir et des dimensions symboliques de la formation de sécurité peut être critique en elle-même. En "mettant à nu" les dimensions de la formation de sécurité qui ne sont généralement pas explicites, elle met en scène une pratique. Qui plus est, l'explication du travail des relations de pouvoir, impliquées dans la sécurisation des questions sociétales, est un acte de politisation en lui-même. Comme S. Guzzini le souligne : "Intégrer les relations sociales dans une analyse du pouvoir politise le problème en question, car le "pouvoir" est un concept généralement utilisé pour définir ce qui est essentiel en tant que problème politique, ce qu'il est possible de changer" [35]. Cela n'implique pas que cette forme de constructivisme affirme échapper au dilemme normatif. En raison de son interprétation du langage, il lui est impossible de ne pas accepter que les énoncés de sécurité risquent d'ouvrir un espace à des pratiques de sécurisation. Au fond, ce constructivisme est obligé d'accepter le dilemme normatif comme un dilemme. Il ne peut échapper au fait que son écriture de la sécurité risque de contribuer à la sécurisation d'un champ. D'un point de vue général, il partage ce positionnement avec les projets de recherche que j'ai esquissés auparavant. Il diffère des autres dans sa façon d'espérer modérer le risque de réification des menaces à la sécurité, en théorisant le nexus savoir-pouvoir et en interprétant la sécurisation comme une stratégie politique particulière.

Mobiliser la sécurité ou les dimensions institutionnelles d'une formation de sécurité Je souhaiterais ici introduire la problématique qui théorise la mobilisation de la formation de la sécurité sous l'angle sociologique. Son objet fondamental est l'institutionnalisation des environnements menaçants [36]. Une société moderne organise les menaces en fournissant un environnement institutionnel qui joue un rôle central dans la production et la régulation des menaces particulières. La défense et les règles de l'engagement militaire, incluant les définitions de la menace, en sont un exemple probant. Ce concept permet de théoriser la production de sécurisation dans les sociétés occidentales modernes. Pour l'expliquer, je m'appuierai largement, parmi les travaux menés autour de cette problématique, sur deux des plus riches : l'interprétation de la sécurisation dans un cadre classique réaliste de Ole Waever et la compréhension de l'articulation d'un champ de sécurité intérieure en Europe occidentale de Didier Bigo. Tout d'abord, l'interprétation de la sécurité en tant qu'acte élocutoire de Ole Waever : le concept d'acte élocutoire introduit avec force un agent exprimant la sécurité. Quelqu'un doit jouer ce rôle. Bien que, par définition, tout acte élocutoire ne soit pas couronné de succès dans l'établissement de l'effet performatif (par exemple, tenir une promesse

ou transformer un problème en une question de sécurité), la question posée est de savoir comment interpréter cette capacité de sécurisation réussie. Sous l'angle sociologique, cela conduit à l'analyse des différences de capacité des acteurs dans la mobilisation des attentes de sécurité. Cette capacité dépend considérablement des positions à partir desquelles on exprime la sécurité. La question est alors modifiée, et devient : " Qui peut exprimer la " sécurité " légitimement ou avec succès ? ", avec un Qui se référant fortement à des positions sociétales plus qu'à des individus. Ainsi, tout le monde n'est pas placé dans la même position pour exprimer avec force la sécurité. On admettra alors, comme postulat que la différence de performativité est produite par la différence de position sociale des agents exprimant la sécurité. Etablir une distinction entre ces positions, en termes de capacité de transformation, requiert une analyse de l'organisation institutionnelle de la communauté politique et une définition des capacités transformatrices des positions particulières. Ole Waever théorise cette question dans une perspective réaliste classique. L'Etat moderne, représenté par les hommes d'Etat, possède la principale capacité de sécurisation des questions. Les hommes d'Etat, l'incarnant et exprimant la sécurité en son nom, sont les instruments privilégiés des processus de sécurisation. Leurs pratiques sont analysées en terme d'instrumentalisation ; l'élite de l'Etat énonce les modalités de la sécurité pour réaliser ses objectifs politiques. En " disant " la sécurité, un représentant de l'Etat provoque le développement particulier de la sécurisation dans un champ spécifique, et de cette façon, réclame tous les moyens possibles pour parvenir à ses fins [37] . L'acte de dire la sécurité devient ainsi un moyen tendant à devenir une fin. Ceci, naturellement, n'implique pas qu'une sécurisation réussie (et la manière dont on peut sécuriser un problème) soit le résultat direct de la pratique intentionnelle d'un homme d'Etat. Dans une perspective constructiviste, les effets se construisent toujours intersubjectivement, et ne sont donc pas contrôlés par les individus, comme nous l'avons déjà souligné plus haut. Le concept d'acte élocutoire permet donc à Waever d'introduire une interprétation performative et générique du langage dans les questions de sécurité, mais il reste dans le cadre global d'une intellection réaliste classique des politiques internationales. Ce que la théorisation fait c'est distinguer les agents entre eux et déterminer qui est en position de force pour dire la sécurité. C'est cette connexion entre le constructivisme et le réalisme classique qui fait l'intérêt du travail de Waever pour les relations internationales. Mais, en différenciant les positions d'où l'on peut dire la sécurité avec une certaine autorité, on n'atteint pas encore le niveau clé où l'échec et le succès de l'acte élocutoire se décident, c'est à dire dans l'interaction entre différentes pratiques (par exemple, le

marchandage ou la négociation par l'élite politique). Il faut encore expliquer comment le succès ou l'échec du processus même de sécurisation fonctionne. Une perspective plus sociologique se préoccupera des institutionnalisations spécifiques de l'interaction entre les élites. C'est là une dimension-clé de l'institutionnalisation des environnements menaçants. Il ne s'agit pas ici de dire que le réalisme néoclassique de Ole Waever devrait forcément théoriser l'Etat en termes de structure institutionnelle interne et de culture politique. La recherche néoclassique n'a pas vraiment à théoriser l'Etat, puisqu'elle part d'un espace relativement institutionnalisé, d'où l'on peut dire légitimement la sécurité : l'Etat incarné par les représentants qui parlent en son nom. Elle présuppose que les leaders politiques peuvent légitimement parler au nom de l'Etat dans la société internationale. D'où tiennent-ils leur " voix " est une question que l'on peut mettre entre parenthèses, si l'on suppose un processus de formulation politique relativement bien institutionnalisé au sein de l'Etat. Ce que je veux dire, en suggérant que Ole Waever ne théorise pas la culture politique et l'institutionnalisation des pratiques de sécurité au niveau de la société internationale, c'est que dans le projet réaliste, ceci impliquerait une interprétation de la culture et du rôle de l'institutionnalisation de la diplomatie. En d'autres termes, une sociologie des pratiques diplomatiques, avec une référence spéciale aux pratiques de sécurité et à l'institutionnalisation des environnements menaçants, serait dans une perspective réaliste néoclassique une suite logique pour faire avancer la théorie de l'acte élocutoire de la sécurité. En ce sens, la critique que l'on peut faire à Ole Waever est de n'être ni assez réaliste, ni assez classique. Mais revenons au secteur sociétal et reposons la question de fond : quelle est parmi les différentes " voix " celle qui dit la sécurité avec force ? Il apparaît évident que le projet réaliste néoclassique présenté ci-dessus connaît des problèmes avec ce secteur sociétal : dès que les positions d'où l'on exprime la sécurité deviennent indéterminées, le rôle des " hommes d'Etat " n'est plus le rôle principal dans le processus de sécurisation. O. Waever, B. Buzan, M. Kelstrup, P. Lemaitre cherchent à introduire une réflexion de ce type, à travers le concept de sécurité sociétale [38], concernant les menaces à l'identité culturelle plus qu'aux menaces à la souveraineté de l'Etat. Ceux qui parlent au nom de la société ne sont pas forcément ceux qui parlent au nom de l'Etat. La mobilisation des attentes de sécurité dans le secteur sociétal peut dépendre d'autres agents que ceux de l'Etat, qui formulent la sécurité avant tout dans un contexte diplomatique. Mais, à aucun moment, O. Waever et ses co-auteurs n'apportent de réponses précises sur qui sont ces " autres agents ". Ils mentionnent simplement que parler au

nom de la société semble être pour un groupe donné plus facile que de prétendre le faire au nom de l'Etat.

Didier Bigo a développé une hypothèse pertinente au regard de cette question. Il examine la construction d'un champ de la sécurité intérieure dans lequel le terrorisme, la drogue, le crime international, l'immigration et le marché intérieur de l'Union européenne sont tissés en un "continuum de sécurité " [39]. Son interprétation de la mobilisation et du transfert de la sécurité dans le champ des affaires intérieures part d'une compréhension des politiques bureaucratiques, qui doit beaucoup à la sociologie de Pierre Bourdieu. Il théorise la mobilisation de la sécurité via des acteurs bureaucratiques qui ont développé des liens transnationaux. Les professionnels de la sécurité comme les officiers de police ont graduellement coopéré pour répondre aux questions du mouvement transfrontalier des criminels, du terrorisme et des drogues en Europe. La collaboration s'est développée considérablement au niveau bureaucratique où des groupes d'individus ont agi en fonction de leurs intérêts corporatistes propres. Ces actions des professionnels de la sécurité ont entraîné la mise en place d'un réseau institutionnel transnational qui est un effet imprévu de leurs intérêts et de leur action instrumentale. C'est une structure intersubjective qui n'est ni un simple agrégat d'intérêts individuels, ni le résultat d'un intérêt commun préexistant. Bien que les individus soient conduits par leurs intérêts personnels, ces réseaux sont les effets involontaires de différentes actions individuelles. La structure est construite à travers l'action de pratiques sur des pratiques, plutôt que par l'action d'une pratique spécifique. La construction du réseau transnational bureaucratique va de pair avec la production d'une nouvelle configuration de la sécurité. Le champ bureaucratique repose sur un processus de sécurisation théorisé comme suit : les professionnels de la sécurité, comme ceux de la police ont une forte capacité à produire des énoncés de sécurité sur la figure de l'ennemi et la relation entre Eux et Nous. Le savoir sécuritaire qu'ils formulent définit graduellement un continuum de sécurité dans lequel des menaces arbitrairement définies sont connectées dans un discours global qui produit une homogénéité artificielle. Il en résulte que l'illégitimité du terrorisme et du crime international peut être transférée vers les questions d'immigration et d'asile, par exemple. La production d'un savoir professionnel de la sécurité est donc une composante essentielle, constituant et régulant la bureaucratie transnationale ; mais le champ des professionnels de sécurité est aussi déterminé par l'espace des positions au sein duquel les différents agents de la bureaucratie luttent pour maintenir leurs ressources, leur réputation, leur reconnaissance, etc. La capacité transformative des

professionnels de la sécurité est le résultat direct de leur position institutionnelle qui leur donne le pouvoir de produire un savoir technique crédible. Ceci, en raison de la caractéristique des sociétés modernes qui connaissent un processus toujours croissant de professionnalisation et de rationalisation technique, avec une bureaucratie qui est l'institutionnalisation la plus explicite de ce processus. Pour résumer ce fait, le processus de professionnalisation caractéristique de nos sociétés modernes offre aux professionnels de la bureaucratie un rôle pivot dans la construction des champs de sécurité. C'est pourquoi ils méritent d'être étudiés en premier, alors que les hommes d'Etat n'entrent finalement dans ce tableau que d'une manière secondaire. Cette insistance sur les bureaucrates tient à ce que la thèse de Max Weber est toujours présente dans le travail de Didier Bigo. Ainsi, à l'inverse de ce que Ole Waever et d'autres suggèrent, pour Didier Bigo, dans le secteur des affaires sociétales ou intérieures, la question de la voix de " qui énonce " n'est pas aussi ouverte. Plutôt que d'assumer qu'en principe chacun peut parler au nom de la société, il souligne qu'il y a des positions spécifiques qui donnent une capacité privilégiée de transformation des problèmes non sécuritaires en questions de sécurité. A la façon de Max Weber, il fait ressortir que ces positions sont situées dans des secteurs particuliers de la bureaucratie qui possèdent la capacité spécifique de sécurisation des problèmes parce qu'ils sont producteurs d'un savoir professionnel de sécurité. Ainsi, Didier Bigo met l'accent sur la capacité de sécurisation des bureaucrates dans une société soumise à un intense processus de professionnalisation et de rationalisation.

Ces deux théories se concentrent, à la différence des autres, sur l'institutionnalisation des environnements menaçants. La question de la voix qui est chargée de dire la sécurité et celui de la mobilisation des attentes de sécurité par des agents ayant des positions spécifiques y est centrale. Elles font ressortir comment des structures institutionnelles - ici, la diplomatie, là, les réseaux de police transnationaux et des processus sociaux (comme la rationalisation) - raréfient les énoncés de sécurité en donnant le pouvoir de dire la sécurité uniquement aux agents qui ont une forte capacité à construire des questions de sécurité du fait de leur position dans une structure institutionnelle [40]. Les champs de sécurité sont ainsi abrités derrière des schémas de pratiques institutionnalisées qui donnent pouvoir aux agents et les restreignent dans le degré de puissance avec laquelle ils peuvent exprimer la sécurité. Au lieu d'assumer un nexus savoir-pouvoir qui cadrerait une analyse des changements dans les discours de sécurité, l'interprétation de l'institutionnalisation des environnements menaçants théorise ce nexus même. Elle partage avec

l'analyse constructiviste non-structuraliste le postulat que les énoncés ont une capacité transformatrice. Mais, elle va au-delà en examinant comment cette capacité transformatrice est déterminée dans un contexte sociétal particulier. En interprétant les structures institutionnelles et les processus qui définissent la mobilisation des attentes de sécurité, ces deux discours établissent comment cette capacité de structuration des relations sociales est elle-même déjà socialement constituée.

Seulement, comme il a déjà été suggéré plus haut, cette approche sociologique écarte l'interprétation de la logique symbolique, ou ce que d'autres appelleraient la grammaire de la formation de sécurité, même si Ole Waever la touche, brièvement, quand il discute la logique de la sécurité au moyen de la logique de la guerre lue à travers la focale de la sécurité nationale [41] . En effet, les travaux de Ole Waever et Didier Bigo semblent tous les deux présupposer que la sécurisation implique qu'une logique spécifique (la formation de sécurité) est investie dans des champs de sécurité où les menaces sont institutionnalisées. Ils ont à assumer quelque chose proche de la logique " de la guerre perçue à travers les focales de la sécurité nationale " car cette logique explique les effets spécifiques de la sécurisation sur les relations sociales. Dès que certains des éléments clés de la formation sont compris, ils sont mis entre parenthèses, et les chercheurs essaient de se concentrer sur la raréfaction institutionnelle des énoncés de sécurité et sur la base institutionnelle de la mobilisation des attentes de sécurité. En conséquence, les projets de recherche ne posent pas la question de la force de la formation de sécurité dans un ordre symbolique et culturel donné, et comment cette formation peut se modifier en sécurisant d'autres secteurs que l'ordre militaire et l'ordre public, dans lesquels sa forme moderne s'est construite. Ils se focalisent sur un aspect particulier de la formation discursive tout en laissant sous-explorées d'autres dimensions. Cela n'est pas sans conséquences. Par exemple, cela rend la recherche insensible aux changements propres à la formation et aux changements de formation qui résultent des énoncés de sécurité quand ils sont employés dans des contextes de sécurité non-traditionnels, comme l'environnement et les migrations, ou dans d'autres contextes culturels. La vision de la logique de sécurisation est plutôt statique : la formation est une organisation particulière des relations sociales, reproduite dans les champs qui sont sécurisés. La sécurisation consiste donc en un transfert réussi d'une formation spécifique de sécurité dans les autres secteurs. Le changement de la formation elle-même disparaît du tableau.

Notre projet de recherche, centré lui, sur l'institutionnalisation des environnements de menaçants, n'échappe pas plus que les autres au dilemme normatif des études constructivistes de la sécurité. Là aussi, l'utilisation du langage de la sécurité risque de confirmer la sécurisation d'un champ qu'il ne souhaitait pas forcément sécuriser. Mais, en tranchant le dilemme à partir de la question de la raréfaction des énoncés de sécurité, il différencie quelque peu le dilemme normatif. Comme je l'ai exposé, le dilemme repose jusqu'à présent sur le présupposé général de la force performative des énoncés et sur le fait que les agents exprimant la sécurité ne contrôlent complètement, ni la manière dont ils l'expriment, ni leurs effets. Les enquêtes sociologiques sur les conditions de mobilisation des attentes de la sécurité peuvent montrer que tous les énoncés n'ont pas une capacité égale de " sécurisation ". Cette capacité dépend de la position à partir de laquelle elle est dite et de la construction de l'énoncé. En d'autres termes, certains énoncés de sécurité auront plus que d'autres une capacité de mobilisation des dispositions de sécurité. Cela compte dans la manière dont les études de sécurité reproduisent le langage de la sécurité. Par exemple, la recherche de Didier Bigo implique que ses propres énoncés n'ont pas la même capacité de sécurisation des problèmes intérieurs qu'une recherche plus technique qui essaierait de définir les menaces. Pourquoi ? Dans son interprétation, le processus de fabrication du savoir par les professionnels de la sécurité, qui peut inclure des universitaires, devrait être formulé dans une langue plus technique et rationnelle pour accroître sa capacité de sécurisation. On pourrait dire que, dans sa problématique, Didier Bigo ne formule pas ce savoir technique et donc qu'il détruit sa propre capacité de sécurisation, ce qui est probablement le but de sa recherche. Je ne tenterai pas ici de discuter le fait de savoir s'il a résolu le dilemme normatif. Lorsque ses énoncés entrent dans le champ politique contesté de la migration, ils seront, par exemple, soumis à un jeu intersubjectif qui interprète et réinterprète les textes et en manipule leurs effets. Mais, la problématique de Didier Bigo et ma " sur-interprétation" de Ole Waever ont l'avantage de différencier la façon dont on est pris au piège dans le dilemme normatif parce qu'ils font des différenciations en fonction de la capacité transformative des énoncés. Cela est rendu possible en raison de la théorisation d'un élément " crucial " dont dépend le dilemme : le nexus savoir-pouvoir. Il n'y a pas pour autant de solution au dilemme normatif dans l'analyse constructiviste que nous venons de définir. La compréhension particulière de la langue rend tout énoncé de sécurité potentiellement sécurisant. En conséquence, dire la sécurité n'est jamais un acte innocent ou neutre. Naturellement, cela ne conduit pas forcément à un dilemme normatif. Celui-ci ne se produit que si l'on veut ou si l'on doit

dire la sécurité dans un contexte politique tout en voulant éviter la sécurisation d'un domaine particulier. En principe, on peut aussi utiliser le langage de la sécurité avec l'intention de sécuriser un champ spécifique. Cela n'implique nullement un intérêt conservateur comme la préservation d'un statu quo ante ou l'établissement d'une loi et d'un ordre. La sécurisation peut être pratiquée dans un intérêt émancipateur. Une fois la capacité du langage de la sécurité établie, elle donne la priorité aux questions et à la mobilisation des personnes ; il est alors possible de l'utiliser comme un moyen tactique pour donner plus de visibilité aux questions des droits de l'homme. Il est aussi possible de mobiliser les questions de sécurité dans des champs en dehors de la sécurité, dans l'intention de changer la polarisation conservatrice du langage de la sécurité. Cela nécessiterait alors un concept positif de la sécurité qui définirait la libération de l'oppression comme un bien qui devrait être sécurisé [42] . Mais, une tactique ne va pas forcément dans le sens que l'on souhaite, puisque le langage de la sécurité n'est pas un instrument transparent que l'on peut manipuler simplement en voulant le changer. C'est un donné opaque et structuré qui gouverne l'énoncé et son contenu, et le mode par lequel le langage de la sécurité intègre ou désintègre les relations sociales. En ce sens, il semble délicat d'utiliser la sécurité dans une optique émancipatrice, dans le contexte des questions sociétales et internes en Europe occidentale. La façon dont les questions d'immigration et d'asile sont aujourd'hui structurées dans le débat politique, et la manière dont les énoncés de sécurité les ont pénétrées ce débat, suggère que la formation de sécurité qui gouverne ce champ est conservatrice et fortement enracinée dans une vision hobbesienne " vulgarisée " de la condition humaine. Cela tend à intensifier la relation conflictuelle entre une " population autochtone " et une soi-disant " population étrangère ". Si l'on accepte cette interprétation au sein d'un schéma constructiviste, dans une perspective critique, la mobilisation des institutions de sécurité et des attentes devient alors problématique. Dans le débat plus académique des études de sécurité, cela revient à poser la question : " Comment faire " des études de sécurité dans le secteur sociétal dans une perspective critique ? J'avouerais, ici, une légère préférence pour la mise en relief d'une théorisation du nexus savoir-pouvoir. Car elle permet de faire glisser la recherche dans le domaine essentiel : celui de la production gouvernant les énoncés de sécurité. Si le but fondamental est d'être critique tout en améliorant notre compréhension de la sécurisation, je pense qu'il y a beaucoup à dire dans une analyse de la production gouvernant les énoncés de sécurité et leur retranchement dans une histoire institutionnelle et symbolique. En un sens, c'est un projet critique traditionnel, mais, si le but est de parvenir à une

compréhension critique du fonctionnement de la sécurisation, on devrait alors s'éloigner des descriptions des changements dans les champs de sécurité, et s'attaquer plus directement à la question du savoir-pouvoir de la gouvernementalité. Cela amènerait la recherche constructiviste à interpréter plus précisément les formations de sécurité et leur fonction médiatrice des pratiques sociales ; rechercher les dimensions, symbolique et sociologique, du savoir-pouvoir de la sécurité est donc, in fine, un élément clé pour comprendre la signification de l'importance de dire et écrire la sécurité dans les relations sociales d'aujourd'hui.

Jef Huysmans est chercheur au London Centre of International Relations at the University of Kent

[1] Je voudrais remercier Didier Bigo et Mervyn Frost pour leurs commentaires ainsi que Thomas André pour la traduction de cet article.

[2] Deux ouvrages majeurs tranchent en relations internationales et dans sa sous-discipline des études de sécurité : Cf. Didier Bigo, *Police en réseaux. L'expérience européenne*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1996 et Ole Waever, Barry Buzan, Morten Kelstrup et Pierre Lemaitre, *Identity, Migration and the New Security Agenda in Europe*, London, Pinter, 1996. Le Centre d'Etudes et de Recherches Internationales a organisé une table ronde sur ce sujet : " The new field of security in Europe : internal and external security concerns ", Paris, 4-5 octobre 1996.

[3] Concept formulé par Didier Bigo, " The European internal security field : stakes and rivalries in a newly developing area of police intervention " in M. Anderson et M. den Boer (eds), *Policing Across National Boundaries*, London, Pinter, 1994, p. 164.

[4] Waever et alii, op. cit., pp. 188-189.

[5] Jutta Weldes, " Constructing national interests ", *European Journal of International Relations*, vol. 2, n° 3, 1996, pp. 275-318.

[6] Keith Krause et Michael Williams, " Broadening the agenda of security studies : politics and methods " in *Mershon International Studies Review*, vol. 40, n°2, 1996, pp. 46-86.

[7] Concept formulé par Ole Waever, " Securitization and desecuritization " in Ronnie Lipschutz (ed.), *On Security*, New York, Columbia University Press, 1996, pp. 46-86.

[8] Voir Monica den Boer, *Police Knowledge and Ethnicity*, communication présentée à la table ronde sur le savoir policier en Europe, Université de Florence, 18 mai 1996.

[9] Jef Huysmans, " Migrants as a security problem : dangers of "securitizing " societal issues " in Robert Miles and Dietrich Thränhardt (eds), *Migration and European Integration. The Dynamics of Inclusion and Exclusion*, London, Pinter, 1995, pp. 53-72.

[10] Peter Katzenstein (ed.), *The Culture of National Security. Norms and Identity in World Politics*. New York, Columbia University Press, 1996.

[11] *Ibid.*, p. 55.

[12] Waever, *Securitization and Desecuritization*, *op. cit.*

[13] Algirdas Greimas et Joseph Courtés, *Sémiotique, Dictionnaire raisonné de la théorie du langage*, Paris, Hachette, 1993, p. 161.

[14] Michel Foucault, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, p. 63.

[15] Jef Huysmans, " Multilateral construction of security fields ", *Diplomacy. AUC Berkeley - European Community Newsletter*, Spring 1995, p. 5 et 12 ; " The construction of security fields in Post-Cold War Europe : The case of CSCE " in Judit Balasz, Hakan Wiberg (eds), *Changes, Chances and Challenges. Europe 2 000*, Budapest, *Academiai Kiado*, 1995, pp. 53-78 ; " The CSCE's Military and ethnic security fields " in Jaap de Wilde, Hakan Wiberg (eds), *Organised Anarchy in Europe : The role of Intergovernmental Organizations*, London, Tauris, 1996, pp. 163-180 ; *Making/Unmaking European Disorder. Meta-theoretical, Theoretical and Empirical Questions of Military Stability after the Cold War*, Louvain, Département de science politique, 1996, pp. 177-208.

[16] Sur la différence entre formation et champ, voir Jef Huysmans, *Making/Unmaking European Disorder*, *op. cit.*, pp. 150-155.

[17] *Ibid.*, p. 48.

[18] Ibid., p. 53.

[19] Ibid., p. 52-54.

[20] Arnold Wolfers, *Discord and Collaboration*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1962, chap. 10.

[21] La recherche de Monica den Boer est un bon exemple de cette stratégie oscillatoire. Cf. Monica den Boer, *Police Knowledge*, op. cit., pp. 92-111 ; " The Quest for European policing : rhetoric and justification in a disorderly debate " in M. Anderson (ed.), *Policing Across National Boundaries*, London, Pinter, 1994, pp. 174-196.

[22] Ibid., M. den Boer, op. cit., p. 187.

[23] David Campbell, *Writing Security. United States Foreign Policy and the Politics of Identity*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1992. Le travail de David Campbell peut être considéré comme représentatif de ces nouveaux travaux qui interprètent la construction sociale des menaces de sécurité dans une perspective post-structurale.

[24] Voir entre autres : D. Campbell, *Politics without principles. Sovereignty, Ethics and the Narratives of the Gulf War*, London, Lynne Rienner, 1993 ; James Der Derian, *Antidiplomacy. Spies, Terror, Speed and War*, Oxford, Blackwell, 1992, pp. 173-202 ; Michael Shapiro, " That obscure object of violence : logistics, desire, war " in *Alternatives*, vol. 17, n° 4, 1992, pp. 453-477.

[25] Jef Huysmans, " European identity and migration policies. Socio-economic and security questions in a process of Europeanisation ", Working Paper n° 9 de Central European University, Budapest, in Lars-Erik Cederman (ed.), *Constructing Europe's Identity. Issues and Tradeoffs*. A paraître.

[26] Lene Hansen, " Slovenian Identity. State building on the Balkan Border " in *Alternatives*, vol. 21, n° 4, 1996, pp. 473-495.

[27] Ole Wæver, " Tradition and transgression in international relations : a post-Ashleyan position " in Working Paper n°24, 1989, Copenhagen, Centre for Peace and Conflict Research, p. 32.

[28] Michel Foucault, *Histoire de la sexualité. La volonté de savoir*, t. 1, Paris, Gallimard, 1976.

[29] Didier Bigo, *Polices en réseaux*, op. cit., p. 55.

[30] Zygmunt Bauman, *Mortality, Immortality & Other Life Strategies*, Cambridge, Cambridge, Polity Press, 1992.

[31] Jef Huysmans, *Making/Unmaking European Disorder*, op. cit., pp. 105-155.

[32] Michael Dillon, *Politics of Security. Towards a Continental Philosophy of Continental Thought*, London, Routledge, 1996.

[33] Une analyse plus symbolique de la sécurité est présentée dans J. Huysmans : " Security ! What do you mean ? From Concept to Thick Signifier " in *European Journal of International Relations*, vol. 4, n° 1, 1998 pp. 131-160.

[34] Ibid., pp. 96-103.

[35] Stefano Guzzini, *Power Analysis as a Critique of power Politics : Understanding Power and Governance in the Second Gulf War*, Florence, European University Institute, 1994, p. 8.

[36] Ce concept dérive de " l'institutionnalisation des environnements à risque " de Giddens. Je n'entends pas l'utiliser ici dans le sens spécifique que Giddens lui a donné dans sa propre théorisation. Cf. Anthony Giddens, *Modernity and Self-Identity*, Cambridge, Cambridge, Polity Press, 1991, p. 124.

[37] Ole Waever, *Securitization and Desecuritization*, op. cit., p. 55.

[38] O. Waever, B. Buzan, M. Kelstrup, P. Lemaitre, op. cit.

[39] Didier Bigo, op. cit.

[40] Sur cet aspect de la raréfaction du discours, voir Michel Foucault, *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard, 1971, pp. 38-47.

[41] Cf. Ole Waever, *Securitization and Desecuritization*, op. cit, p . 48.

[42] Par exemple Ken Booth, " Security in anarchy : utopian realism in theory and practice " *International Affairs*, vol. 67, n° 3, 1991, pp. 527-545 ; Ken Booth, " Security and emancipation ", *Review of International Relations*, vol. 17, n° 4, 1991, pp. 313-326 ; Simon

Dalby, " Security, modernity, ecology : the dilemmas of post-Cold War security discourse " *Alternatives*, vol. 17, n° 1, 1992, pp. 95-134.